

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/28

11 septembre 2003

(03-4771)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

BRÉSIL

Déclaration de S.E. M. Celso Amorim
Ministre des relations extérieures

Je tiens à exprimer notre gratitude au gouvernement et au peuple mexicains pour leur chaleureuse hospitalité ainsi que nos remerciements pour les bonnes dispositions prises pour cette conférence ministérielle.

Le Président Lula est entièrement acquis à la justice sociale, laquelle revêt une dimension nationale et internationale. D'abord à Davos, puis à Évian, le message communiqué par le Président Lula était que la croissance économique et la viabilité sociale ne peuvent être dissociées. Lors de la prochaine Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, il développera encore ce message, réitérant son appel à une plus grande sensibilisation à la situation des pauvres. Nous voulons faire du commerce et de la libéralisation des échanges des instruments du changement social. Le commerce doit être utilisé non seulement pour créer des richesses, mais aussi les distribuer de façon plus équitable.

Nous pouvons instaurer ici à Cancún un nouvel esprit, montrant que la libéralisation du commerce et une plus juste distribution des richesses non seulement sont compatibles mais aussi se renforcent mutuellement.

Le Brésil reste un partisan convaincu d'un système commercial multilatéral équitable, fondé sur des règles et axé sur le marché. L'OMC est indispensable à notre intégration dans l'économie mondiale: l'expansion du commerce est essentielle à la création d'emplois et au relèvement des taux de croissance économique et donc à l'amélioration des conditions de vie de centaines de millions de personnes qui vivent en deçà du seuil de pauvreté.

Lorsque le présent cycle a été lancé à Doha, il y a deux ans, il y avait un sentiment d'urgence partagé, qui semble avoir disparu.

Il nous faut changer cela, et c'est d'ici, à l'OMC, que ce changement doit partir.

Cette cinquième Conférence ministérielle est le lieu approprié pour montrer notre engagement et réaffirmer notre attachement au mandat de Doha. L'autosatisfaction n'est pas une solution. La plus grande menace au système commercial multilatéral vient de l'intérieur. L'OMC risque de perdre sa pertinence. Il y a clairement danger de fragmentation, ce qui ne profitera à personne et certainement pas aux pays en développement.

Néanmoins, désigner le Programme de travail de Doha comme un "cycle du développement" ne suffit pas. Les mots n'ont pas en soi le pouvoir magique de transformer la réalité. Les objectifs et préoccupations en matière de développement doivent bel et bien être intégrés aux Accords de l'OMC. Ils ne sauraient être plaqués après-coup sur des règles adaptées aux besoins des pays développés ni une simple note de bas de page dans des accords qui ignorent largement les pays en développement. Des dérogations et de plus longs délais pour mettre en œuvre des règles compliquées ne sont pas un substitut à l'intégration de la dimension développement dans le système.

La Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique, ainsi que la Décision sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration ont été des jalons fondamentaux. Le Brésil s'enorgueillit d'avoir été étroitement associé à ces deux initiatives. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Aucun secteur commercial ne fait peut-être l'objet d'autant de discrimination que l'agriculture. Les distorsions des échanges dans ce secteur font plus que simplement nuire aux pays en développement en leur refusant des débouchés. Les subventions nationales et les subventions à l'exportation dans les pays développés dépriment les prix et les revenus dans le monde entier, réduisent les recettes d'exportateurs compétitifs et accroissent l'insécurité alimentaire des pays en développement. Leur capacité à créer la dépendance ne contribue pas à la productivité ni à la création de richesses. Les subventions n'entraînent que la dépendance d'un côté et la privation de l'autre.

Aucune des autres questions visées par ces négociations ne se compare et de loin à l'agriculture s'agissant de l'impact que la réforme de ce secteur peut avoir sur la réduction de la pauvreté et la promotion du développement. C'est cette prise de conscience qui a rassemblé un grand nombre de pays en développement de différentes tailles, de différentes régions et dotés de structures économiques différentes. Ces nations, dont la population représente plus de la moitié de l'humanité, sont réunies autour de la cause de la réforme de l'agriculture.

La proposition du G-21 demande la mise en œuvre intégrale du mandat de Doha en ce qui concerne les trois piliers de la réforme agricole. Simultanément, cette proposition intègre des préoccupations légitimes en matière de développement et la nécessité d'un traitement spécial et différencié. Ces objectifs ne sont pas contradictoires, mais se renforcent mutuellement. Du simple fait qu'elle a été formulée cette proposition a déjà profondément modifié les rapports de force dans notre organisation. Je suis convaincu qu'elle jouera un rôle dans la réalisation de la réforme dont nous parlons depuis si longtemps mais que nous n'avons pu jusqu'ici réaliser.

Cette réunion de Cancún peut être un tournant historique. Comme OXFAM et d'autres l'ont reconnu, nous avons maintenant la possibilité de faire entrer dans la salle de conférences les demandes sociales de la rue.

Les pays qui ont présenté cette proposition absorbent plus de 63 pour cent des agriculteurs du monde. Le cadre que nous proposons intègre d'importantes positions de négociation. Il a été conçu avec soin, aussi bien techniquement que politiquement. On ne peut l'ignorer. Nous voyons déjà se profiler une nouvelle dynamique, qui peut déboucher, si tout va bien, sur des négociations réelles.

Pour le Brésil, l'agriculture et le développement sont essentiels au succès de ce cycle. Mais ce ne sont pas là nos seules préoccupations. Nous participons activement à tous les domaines des négociations et nous sommes disposés à contribuer à leur succès d'une manière qui soit compatible avec nos besoins en matière de développement.

Nous sommes disposés à nous engager aux côtés de nos partenaires en vue de remplir le mandat de Doha. Montrons au monde que l'OMC résistera au protectionnisme et aura raison des intérêts particuliers. Qu'elle défendra la libéralisation du commerce et honorera son engagement en faveur du développement. Nous attendons depuis de nombreuses années cette possibilité de corriger les insuffisances des cycles précédents. Nous avons maintenant cette possibilité. Au sein du G-21,

nous sommes organisés dans ce but. Nous sommes unis, et le resterons. Nous espérons sincèrement que d'autres entendront notre message et que plutôt que de s'opposer à nous ou d'essayer de nous diviser uniront leurs forces aux nôtres pour tenter de donner un nouveau souffle au système commercial multilatéral, et le rendre plus proche des besoins et aspirations de ceux qui sont restés en marge – de fait la grande majorité – ceux qui n'ont pas eu la chance de récolter les fruits de leur travail. Il est grand temps de changer cet état de fait. Tel devrait être l'esprit de Cancún.
